



REPUBLICQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

**PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(FAD – FND)**

Réf : Prêt : FAD/N° F/SEN/LUT/PAU/99/22 du 19/08/99
Prêt : FND N° 286/du 25/05/99.

**RAPPORT D'ACTIVITES ANNUEL
DU PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(FAD – FND)**

PAYS : SENEGAL

TITRE DU PROJET : PROJET DE LUTTE CONTRE LA
PAUVRETE (FAD – FND)

AGENCE D'EXECUTION : BUREAU DE GESTION DU
PROJET (BGP) SOUS LA
TUTELLE DU MINISTERE DU
DEVELOPPEMENT SOCIAL (MDS)

NUMERO DU RAPPORT : DEUX (02)

PERIODE COUVERTE : JANVIER - DECEMBRE 2002

I. DONNEES PRINCIPALES

Numéro du Prêt : Prêt FAD/N° F/SEN/LUT.PAU/99/22 du 19/08/99.

Prêt FND/N° 286 du 25/05/99.

Sources de Financement

Le projet est co-financé par :

- le Fonds Africain de Développement
- le Fonds d'Assistance Technique
- le Fonds Nordique de Développement
- La Contrepartie Sénégalaise.

Plan de Financement

Sources de Financement	Devises	Monnaie Locale	Total	% Total
FAD	5,77	4,23	10,00	54,0
FAT	0,58	1,17	1,75	9,0
FND	2,62	2,38	5,00	27,0
Gouvernement	0,00	1,85	1,85	10,0
Total	8,97	9,63	18,60	100
% du Total	48	52	100	

Estimations du Coût du Projet

- En devises : 8,97 millions U.C
- En monnaie locale : 9,63 millions U.C
- Total 18,60 millions U.C.

Répartition du Financement

- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 10,00 millions U.C
- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 1,75 millions U.C

I. DONNEES PRINCIPALES

Numéro du Prêt : Prêt FAD/N° F/SEN/LUT.PAU/99/22 du 19/08/99.

Prêt FND/N° 286 du 25/05/99.

Sources de Financement

Le projet est co-financé par :

- le Fonds Africain de Développement
- le Fonds d'Assistance Technique
- le Fonds Nordique de Développement
- La Contrepartie Sénégalaise.

Plan de Financement

Sources de Financement	Devises	Monnaie Locale	Total	% Total
FAD	5,77	4,23	10,00	54,0
FAT	0,58	1,17	1,75	9,0
FND	2,62	2,38	5,00	27,0
Gouvernement	0,00	1,85	1,85	10,0
Total	8,97	9,63	18,60	100
% du Total	48	52	100	

Estimations du Coût du Projet

- En devises : 8,97 millions U.C
- En monnaie locale : 9,63 millions U.C
- Total 18,60 millions U.C.

Répartition du Financement

- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 10,00 millions U.C
- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 1,75 millions U.C

- Prêt Fonds Nordique de Développement (FND): 5,00 millions U.C
- Contrepartie sénégalaise (Gouvernement) : 1,85 millions U.C

Date d'approbation du Prêt

FAD : 30 Juin 1999
 FND : 31 Janvier 1999

Date de signature du Prêt

FAD : 19/08/99
 FND : 25/05/99

Date de Mise en vigueur du Prêt :

FAD: 15 février 2001
 FND: Août 2001

Date du 1er Décaissement : 11 avril 2001

Date du dernier décaissement : 31 Décembre 2004

II. SATISFACTION DES CONDITIONS DU PRET

Conditions remplies Conditions préalables à l'entrée en vigueur	Actions entreprises et documents fournis au FAD	Date approbation BAD
1°/ Fournir la preuve de la création du Bureau de gestion du Projet (BGP), des Unités Régionales de Gestion (URG), du Comité national de pilotage et des Comités régionaux de pilotage.	- Arrêté N° 8716 du 11/09/00 portant création du CNP et des CRP. - Arrêté N° 8717 du 11/09/00 portant création du BGP et des URG.	Février 2001

<p>2°/ Fournir au FAD la preuve du recrutement par voie de sélection du Directeur du BGP, des Spécialistes, du comptable, des coordonnateurs régionaux, des Assistants et du personnel de soutien.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Avis de recrutement dans les quotidiens de la place (Sept. et Décembre 1999) - Rapport d'évaluation Commission dépouillement - offres candidats - lettre N° 0360/MFASSN/ du 27 septembre 1999 adressée à la BAD. - Contrats 	<p>Fax BAD du 29/10/1999</p>
<p>3°/ Fournir au FAD, la preuve de la mise à disposition du BGP et des URG, de locaux adéquats pour servir de bureaux ;</p>	<p>lettre N° 4114 du 6/09/00 de Mr le Secrétaire général de la Présidence portant affectation de locaux pour le BGP et Contrats de location des URG. Lettre N° 3326 du 7 novembre 2000 du Gouverneur de Diourbel</p>	<p>Février 2001</p>
<p>4°/ Fournir au FAD, la preuve de la signature de l'accord de prêt avec le FND ou la preuve de l'engagement de ce dernier à participer au financement du Projet</p>	<p>Lettre N° 6760 du 13/10/98 de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances relative à une requête de financement au FND. Accord de prêt N° 286 du 25/05/99</p>	
<p>5°/ Fournir au FAD, la preuve de l'ouverture d'un compte spécial dans une banque commerciale, pour recevoir les ressources du prêt, d'un compte pour recevoir la contribution de l'emprunteur, d'un sous-compte pour supporter les menues dépenses, d'un autre compte pour le remboursement du Fonds de crédit.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Lettres N° 1031/DG -CS/99 et 1032/DG- CS/99 de ECOBANK informant de l'ouverture des comptes au nom du projet pour recevoir les ressources du prêt et celles affectées au fonctionnement. - Lettre n° 6799 du 2/11/00 de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances adressée à la CNCAS - Lettre N° 348 du 7/11/00 du Directeur général de la CNCAS. 	<p>Fax BAD daté du 20 juillet 2000.</p>

	--Ancien compte N° 440 01 1093 ouvert dans les livres du Trésor. Nouveau compte : 9610021	
6°/ Soumettre au FAD pour avis, au plus tard six mois après la mise en vigueur du prêt un programme détaillé de formation pour l'ensemble du projet	- En rapport avec la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base, le consultant a élaboré et transmis le rapport définitif, transmis à la BAD, en avril 2002.	
7°/ Adopter au plus tard six mois après la mise en vigueur du prêt, le manuel des procédures opérationnelles concernant le fonctionnement du projet et le volet crédit	- Le manuel des opérations et procédures administratives a fait l'objet d'une validation nationale avec la participation de tous partenaires institutionnels et d'exécution. La version définitive a été transmise à la BAD en date du 7 septembre 2002.	

II.1. Autres Conditions

Conditions remplies	Actions entreprises et documents fournis au FAD	Date Approbation BAD
R A S	R A S	R A S

II.2. Conditions non encore satisfaites

Conditions	Observations
1°/ Affecter au projet au plus tard le 31 juillet 1999 les terrains pour la construction des cases-foyers	- A la suite du processus d'identification des communautés de base cibles et de leurs besoins en infrastructures socio-communautaires finalisé dans le courant du mois d'août 2002, les sites d'accueil doivent, au préalable, être arrêtés pour inviter les collectivités locales à procéder à l'affectation des terrains.

<p>2°/ Verser chaque année au plus tard au 31 mars, sa contribution au financement des activités programmées pour l'année en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'année 2001, la contrepartie du gouvernement est de 500 millions CFA, mise à disposition en juillet, a été domiciliée à la CNCAS, en ce qui concerne le fonds de crédit et dans les livres du Trésor Public pour la quote-part relative au fonctionnement, et a été mobilisée à hauteur de 462.674.045 FCFA FCFA. - Quant à l'exercice 2002, la mobilisation n'a été effective qu'au mois de juillet 2002 en raison de la modification des nomenclatures budgétaires en faveur de celles de l'UEMOA.
<p>3°/ Mettre à la disposition des SFD, les fonds relatifs au volet crédit, avant le démarrage de l'activité de crédit et communiquer les accords de conventions.</p>	<p>- Le diagnostic des SFD a été réalisé par un bureau d'études. Des discussions ont été initiées par le Projet pour disposer d'un projet de convention à soumettre à la BAD. Plusieurs séances de travail ont été tenues avec les SFD regroupées autour de l'Association Professionnelle des Institutions Mutualistes d'épargne et de Crédit (APIMEC). Des conventions ont été signées et les requêtes transmises au Projet en vue de la mise à disposition des fonds qui sera effective dès le début de l'année 2003.</p>

Les principales difficultés rencontrées tournent essentiellement autour de:

- la lenteur observée dans les procédures de satisfaction des conditionnalités ;
- la mise à disposition tardive des fonds de la contrepartie.

III. ORGANISATION ET GESTION

Le Projet est administré par un bureau de gestion basé à Dakar et des Unités Régionales de Gestion au niveau des 5 régions d'intervention du projet que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda.

Au niveau national, le bureau de gestion du projet (BGP) est dirigé par un Directeur National assisté :

- d'un administrateur gestionnaire.
- d'un spécialiste en IEC / Alphabétisation ;
- de deux spécialistes en micro-finance ;
- d'un spécialiste en génie rural ;
- d'une gérante de la régie d'avance ;
- d'un comptable ;

Le BGP dispose d'un personnel de soutien composé de trois (3) secrétaires, trois (3) chauffeurs et d'un responsable de la documentation et de la reprographie (pris en charge par la contrepartie). Il dispose aussi d'un gardien de jour et de deux gardiens de nuit recrutés par le biais d'une société de gardiennage. Le nettoyage des locaux est assuré par des agents mis à disposition par la société recrutée à cet effet.

Le BGP est aussi appuyé par un Comité National de Pilotage (CNP) pour l'orientation et la coordination des activités.

Au niveau régional, l'Unité de Gestion comprend :

- un coordonnateur de l'Unité ;
- un adjoint, assistant en développement à la base ;
- une secrétaire ;
- un chauffeur ;

Par le biais de la société de nettoyage et de la société de gardiennage, il est mis à la disposition de chaque URG, respectivement :

- un agent en charge de la propreté des locaux et
- un gardien de nuit devant veiller aux biens du Projet.

L'Unité Régionale de Gestion est chargée de coordonner et de superviser toutes les actions du projet dans la région. Elle est assistée dans ses tâches par un Comité Régional de Pilotage

(CRP), des Comités Communaux et Intercommunaux de Pilotage (CCP, CICP) et des Comités Locaux de Pilotage (CLP).

Il convient de noter que le personnel de direction du BGP a pris service en Juin 2000 et le personnel cadre de même qu'une partie du personnel de soutien, en Septembre 2000.

Il faut aussi signaler que l'arrêté portant création du BGP et des URG a été signé le 11 septembre 2000 et enregistré sous le numéro 8717.

Les principales contraintes notées dans le cadre de la gestion du projet tournent essentiellement dans la lenteur des procédures d'acquisition et la mise en place de conditions satisfaisantes de travail pour l'équipe du projet. A ce propos, la réfection du bâtiment conventionné abritant l'URG de Thiès n'a débuté que dans le courant du mois de Juin 2002. L'autorisation était attendue pour procéder à sa réfection complète sur les fonds de la contrepartie. En définitive, lors de la mission de supervision, il a été arrêté de prendre en charge les coûts sur les fonds mis à disposition par le FAD. Les travaux de réfection ont pu être finalisés par l'AGETIP dans le courant du mois de juillet 2002. Les moyens matériels et logistiques acquis par le biais de IAPSO, arrivés, pour une partie, en octobre 2001 ne sont mis à la disposition du Projet qu'en mi-mars 2002, en raison des lenteurs dans le processus de décaissement. Il en est de même du matériel de froid et de reprographie à la possession du Projet, arrivés en juin 2002.

Cette constatation est aussi valable pour le mobilier de bureau pour lequel l'avis de non objection de la BAD n'a été délivré que le 26 avril 2002 et, suite au processus d'approbation nationale, la livraison a été bouclée en fin septembre 2002.

Par ailleurs, suite à la vacance du poste de comptable, après autorisation de la BAD par fax du 19 juin 2001, le travail de comptabilité a été assuré par un consultant jusqu'en mars 2002, date de prise de service du comptable et de l'Administrateur Gestionnaire recrutés sur avis de la mission de supervision de la BAD. En effet, suite à l'approbation des termes de référence et à la finalisation des procédures de sélection, le comptable a pris

fonction le 11 mars et l'Administrateur Gestionnaire, le 18 mars 2002.

IV. ACQUISITIONS DE BIENS ET SERVICES

Catégories des acquisitions	Appel d'offres		En Millions d'UC			
	AOI	AON	Autres	Liste restreinte	FAB	Total
1. Travaux de génie civil						
1.1. Construction/réhabilitation			1,82 (1,72)		2,03	3,85 (1,72)
2. Biens						0,46 (0,46)
2.1. Equipement BGP, BCSP, DPS, CERP.			0,46 (0,46)			
2.2. Mobilier et Equipement des ONG et CVEC					2,36	4,32 (1,96)
			1,96 (1,96)			
3. Service de Consultants				0,15 (0,15)	0,29	0,44 (0,15)
3.1. Etude et Supervision				1,43 (1,43)	0,12	1,55 (1,43)
3.2. Service de Consultants				3,24 (3,24)	0,09	3,33 (3,24)
3.3. Formation				0,06 (0,06)		0,06 (0,06)
3.4. Audit					0,10	1,08 (0,98)
4. Divers			0,98 (0,98)			3,50 (1,75)
4.1. Fonctionnement						

4.2. Fonds de crédit			3,50 (1,75)			
TOTAL			8,21 (6,87)	5,39 (4,88)	5,00	18,60 (11,75)

Autres : Contrats directs gérés par l'AGETIP ; Acquisition par IAPSO ; Consultation de fournisseurs à l'échelon national ; non acquisition

() : Financement FAD / FAT

FAB : Financement autre que FAD / FAT et Gouvernement : FND

IV.1. Tableau des activités d'acquisition :

COMPOSANTE I : Renforcement des capacités des partenaires et bénéficiaires

Composante Renforcement des capacités des partenaires et bénéficiaires	Mode Acquisition prévu	Confectio n DAO	Appro bation DAO BAD	Lance ment	Remis e / Invitat ion Offres	Envoi résultat adjudication	Appro bation BAD	Prépar ation et signat ure du contra t
Recrutement MOD en alphabétisation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	20 août 01	Nov 01	06 nov. 01	10 déc. 01	04 janv. 02	Septem bre 2002	
Recrutement d'un Bureau en IEC	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Octobre 01	12 fev 02	18 fév. 02	05 avril 02	29 mai 02	24 Sept 02	20 oct 02
Recrutement de consultant pour la formation des partenaires d'exécution	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Janvier 01	Septem bre 02	Septem bre 02	29 octob 02	Novem bre 02	Décem bre 02	Décem bre 02
Diagnostic des ONG et OCB pour les besoins en appui institutionnel	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	1 ^{er} août 02	Sans objet	06 août 02	06 Sept 02	04 oct 02	— —	25 oct 02

Mise en niveau du personnel en informatique	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Juin 02	Sans objet	04 Juill 02	07 août 02	17 sept 02	_____	5 nov 02
Recrutement de 30 ONG / opérateurs en Alpha	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Juillet 02	Nov 02	Nov 02	Nov 02	Nov 02	Nov 02	Dec 02
Formation des artisans réparateurs et entretien de pompes manuelles	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	10 déc. 02.	Dec 02	07 janv. 03	7 Fév. 03	26 fév. 03	21 mars 03	26 mars 03
Formation de comités de gestion des ouvrages hydrauliques	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	03 janv. 03	Janv 03	27 janv. 03	27 Fév. 03	24 mars 03	16 avril 03	16 avril 03
Formation en maraîchage et arboriculture	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	14 janv. 03	Fev 03	10 fév. 03	13 mars 03	02 avril 03	24 avril 03	28 avril 03
Formation en hygiène et Assainissement	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	22 janv. 03	Fev 03	17 fév. 03	20 mars 03	10 avril 03	02 mai 03	07 mai 03
Formation / recyclage de mécaniciens réparateurs pour le matériel post récolte	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	17 déc. 02	Janv 03	13 janv. 03	14 fév. 03	07 mars 03	28 mars 03	01 avril 03
Formation de comités de gestion communautaire des équipements	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	22 janv. 03	Fev 03	25 fév. 03	28 mars 03	18 avril 03	09 mai 03	13 mai 03
Acquisition de manuels d'alphabétisation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Nov 02	Dec 02	Dec 02	Janvie r 03	Janvie r 03	Février 03	Février 03

COMPOSANTE II : Microfinance et Activités Génératrices de Revenus

Composante Microfinance et Activités Génératrices de Revenus	Mode Acquisition prévu	Confecti on DAO	Appro bation DAO BAD	Lance ment	Remis e / Invitati on Offres	Envoi résult at adjudication	Appro bation BAD	Prépa ration et signat ure du contra t
Etude sur les créneaux porteurs	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01		07 Déc. 01	04 janv. 02	8 mars 02	1 fév. 02
Diagnostic des systèmes financiers décentralisés	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01	Août 01		02 janv. 02	8 mars 02	14 Mars 02
Recrutement d'un cabinet pour la mise en place d'un système de crédit adapté aux pauvres	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01	Août 01	10 déc. 01	04 janv. 02	8 mars 02	14 Mars 02
Diagnostic des structures de caisse de base	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01	Août 01		04 janv. 02	8 mars 02	14 Mars 02
Recrutement de 18 ONG spécialisées en micro finance, en gestion et en formation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	21 nov. 01	7 déc 01	19 Fev 02	20 mars 02	02 mai 02	Juillet 02	Novembre 02
Recrutement de BE pour la formation des partenaires	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Fév. 02	Sept 02	29 Sept 02	29 oct 02	26 nov 02	10 Déc 02	03 Janv 03
Acquisition de coffres, mobilier	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Août 02	Nov 02	Nov 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03
Acquisition de documents de gestion	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Août 02	Nov 02	Nov 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03
Recrutement de spécialistes en gestion financière et comptable des SFD	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03

Recrutement d'un spécialiste pour le suivi évaluation à mi-parcours (2ème année)	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03
Recrutement d'un spécialiste pour le suivi évaluation à mi-parcours (4ème année)	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Sept. 04	Sept 04	Oct. 04	Oct. 04	Nov. 04	Déc. 04	Déc. 04
Recrutement de consultant national en procédures et gestion financière	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03
Recrutement de deux spécialistes en gestion de micro projets	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03

COMPOSANTE III : Infrastructures, Equipements et Hydrauliques

Composante Infrastructures Hydrauliques & Equipements	Mode Acquisition prévu	Confec tion DAO	Approba tion DAO	Lance ment	Remise / Invitati on Offres	Envoi résulta t adjudic ation	Approb ation BAD	Prépar ation et signatu re du contrat
Recrutement de Maître d'œuvre Nordique spécialiste en Infrastructures hydrauliques	Consultation à l'échelon international	28 août 01	27 nov 2001	18 déc. 01	22 fév. 02	20 mars 02	10 Mai 02 (FND)	20 Août 02
Recrutement de Maître d'œuvre Local spécialiste en Infrastructures hydrauliques	Consultation à l'échelon national	15 oct. 01	27 nov 2001	18 déc. 01	8 fév. 02	25 fév. 02	09 avril 02 (FND)	20 Août 02
Recrutement d'entreprise pour la construction des ouvrages hydrauliques et latrines	Consultation à l'échelon national	déc. 02		Fév. 03	Mars 03	Mars 03	Mai 03	Mai 03
Sélection de fournisseurs d'équipements post récoltes et assimilés	Appel d'offres international	Août 02	Nov 02	Déc 02	Fev 03	03 Mars	Mars 03	Avr 03

Sélection de fournisseurs d'équipements des cases foyers et garderies socio-éducatives	Consultation à l'échelon national	déc. 02	janv 03	Fév. 03	Mars 03	Mars 03	Mai 03	Mai 03
Sélection de fournisseurs d'équipements hydrauliques	Appel d'offres internationa	Juil 03	Juil 03	Août 03	Sept 03	Oct. 03	Nov. 03	Nov. 03
Pompes manuelles	Appel d'offres internationa	Nov 02	Nov02	Nov. 02	Déc. 02	Janv. 03	Mars 03	Mars 03
Pompes motorisées	Appel d'offres internationa	Mars 03	mars03	01 mars 03	15 avril 03	05 Mai 03	02 juill 03	8 juil 03

COMPOSANTE IV : Gestion

Composante Gestion Désignation	Mode Acquisition prévu	Confecti on DAO ou spécifica tions	Appro bation DAO BAD	Lance ment	Remis e / Invitat ion Offres	Envoi résult at adjudi cation	Appr obati on BAD	Préparat ion et signatur e du contrat
Service de gardiennage	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	17 janv. 02	Mars 02	6 mars 02	5 avril 02	7 mai 2002	12 juillet 02	9 septembre 2002
Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation des locaux	AGETIP	Octobre 00	Novembre 2000	5 Novembre 00	Juin 01	Juin 01	19 juin 01	20 août 01
Etude du Milieu	Consultation à l'échelon national	18 Avril 01		08 Août 01	13 Sept 01	17 Oct. 01		28 Janv. 02
Recrutement d'un expert en passation des marchés	Consultation à l'échelon national	18 Avril 01	Novembre 2001	21 Nov. 01	22 Déc. 01	04 Janv. 02	Mars 2002	1 ^{er} avril 2002
Acquisition de mobilier de Bureaux URG et BGP	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Août 01	Août 01	23 août 01	13 septembre 01	25 Oct. 01	26 avril 2002	07 juin 02
Acquisitions de véhicules 406	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	30 Juin 01	—	21 mai 01	24 Avril 01

Acquisitions de véhicules tout terrain	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	30 Juin 01	_____	21 mai 01	24 Avril 01
Acquisitions de motos	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	30 Juin 01	_____	21 mai 01	24 Avril 01
Acquisitions de matériels audiovisuels	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	16 Juil 01	_____	21 mai 01	14 Mai 01
Acquisitions de matériels informatiques	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	09 Juil 01	_____	21 mai 01	14 Mai 01
Acquisitions de photocopieuses	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	16 Juil 01	_____	21 mai 01	14 Mai 01
Elaboration de manuels de procédure	Consultation à l'échelon national	Juillet 2001	Juillet 01	01 Juil.01	14 Sept 01	17 Oct. 01		20 Nov. 01
Recrutement d'un cabinet d'audit externe	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Avril 2002	Juillet 02	Juillet 02	27 août 02	21 octobre 02	Nov 02	Déc 02
Mise en place du réseau informatique	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Avril 2002	Sans objet	10 avril 2002	20 juin 02	Sans objet	_____	12 septembre 2002
2ème Enquêtes suivi évaluation de la pauvreté	Consultation à l'échelon national	24 Mars 03	Mars 03	30 Avril 03	30 Mai 03	01 Juil 03	01 Août 03	04 Août 03
Recrutement de facilitateur pour le 1^{er} atelier bilan évaluation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	15 nov 02	Nov 02	20 nov 02	19 Dec 02	8 Janv 03	15 Janv 03	20 Janv 03
Recrutement de facilitateur pour le 2ème atelier bilan évaluation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	18 Avril 03	Mai 03	23 Mai 03	23 Juin 03	21 juil 03	11 août 03	25 août 03
Recrutement de facilitateur pour le 3ème atelier bilan évaluation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Juil 04	Juil 04	Août 04	Août 04	Sept 04	Oct. 04	Oct. 04
Revue à mi-parcours	Avis de recrutement national	14 f év. 03	Mars 03	11 mars 03	11 avril 03	02 mai 03	Mai 03	Juin 03
3ème Enquête suivi évaluation de la pauvreté	DPS	Avril 04	Avril 04	Avril 04	Mai 04	Juil 04	Juil 04	Août 04

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE 2002 :

A - COMPOSANTE RENFORCEMENT DES CAPACITES

Les activités programmées pour l'année se présentent comme suit :

a) sous composante sensibilisation /alphabétisation

- 1.** Recrutement définitif du MOD et signature de la convention MOD/PLCP
- 2.** Recrutement des 30 ONG en alphabétisation.
- 3.** Formation des formateurs, superviseurs, facilitateurs par le MOD.
- 4.** Signature du protocole d'accord avec la DAEB.
- 5.** Production finale du dépliant de présentation du Projet de Lutte Contre la Pauvreté.
- 6.** Elaboration du plan de formation global du PLCP
- 7-** acquisition des manuels d' alphabétisation fonctionnelle des 36000 bénéficiaires
- 8-** démarrage du programme d'alphabétisation des bénéficiaires
- 9-** recrutement du bureau d'études en communication
- 10** -mise en œuvre du plan de communication du projet

b) sous composante renforcement des capacités des partenaires et des bénéficiaires

- 11-**Formation des agents du projet en approche genre et participation.
- 12-**Mise à niveau des agents du projet à l'utilisation des logiciels MS Project, Power Point, Access et autres.
- 13-**formation des agents du projet aux procédures d'acquisition de biens et services
- 14-**diagnostic des besoins des ONG et SFD en appui institutionnel (formation et équipements)
- 15-**mise en place de l'appui institutionnel des partenaires institutionnels et d'exécution
- 16-**participation aux missions de restitution des résultats de l'étude du milieu
- 17-**participation aux ateliers de finalisation et de validation du manuel des procédures et opérations administratives et financières du projet
- 18-**formation des comités de gestion des infrastructures et équipements
- 19-** formation thématique des comités de gestion des CEC à l'utilisation du crédit, à la formulation et la gestion de projet

B- COMPOSANTE MICRO FINANCE ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS

Au cours l'année 2002 la composante Microfinance & Appui aux AGR avait inscrit les activités suivantes dans son programme annuel de travail:

Sélection de bureaux d'études pour réaliser quatre études

- Elaboration et envoi DAO à la BAD
- Approbation de la BAD
- analyse des dossiers des bureaux d'études
- Négociation et signature de contrats avec adjudicataires

Réalisation des études

- Les créneaux porteurs
- Diagnostic des SCB
- Diagnostic/sélection SFD
- Conception systèmes micro crédit adaptés aux pauvres

Sélection des ONG

- Finalisation des DAO
- Approbation des DAO par la BAD
- Analyse des dossiers techniques des ONG
- Négociation et signature des protocoles d'accord

Formation des SFD/ONG/Services techniques

- Sélection bureaux d'études
- Elaboration du DAO
- Approbation DAO / BAD
- Analyse des dossiers des cabinets et adjudication
- Négociation et signature de contrats
- Elaboration programmes
- Exécution des formations
- Suivi des Formations

Formation des bénéficiaires

- Sélection des cibles
- Recensement des besoins
- Elaboration programmes
- Exécution des formations

Mise en place de nouveaux CAPEC

- Identification des zones
- Sélection de la structure d'encadrement des CAPEC
- Aménagement et construction de locaux
- Equipement des CAPEC

Démarrage activités de crédit

- Mise en place fonds crédit
- Sensibilisation/organisation
- Elaboration de projets
- Financement projets/AGR
- Suivi technique des activités

Mécanisme de pérennisation

- Renforcement des CAPEC
- Appui institutionn/FNGPF

C - COMPOSANTE INFRASTRUCTURES EQUIPEMENTS et HYDRAULIQUE

- ✚ Restitution de l'étude d'identification des besoins des commu-nautés de base (Etude du Milieu) et sélection des Communautés à cibler pour le Programme Infrastructures / Equipements et Hydraulique
- ✚ Finalisation de la procédure de recrutement des Bureaux d'études maîtres d'œuvre pour le Volet Hydraulique / Assainissement
- ✚ Réalisation des Etudes techniques complémentaires auprès des communautés ciblées pour le volet hydraulique
- ✚ Elaboration des dossiers techniques et d'appel d'offres pour les Ouvrages et Equipements hydrauliques
- ✚ Formulation des Programmes d'accompagnement relatif au volet Hydraulique/Assainissement
- ✚ Pré qualification des Entreprises pour les Travaux hydrauliques

- ✦ Organisation d'une mission d'études au Ghana sur les Pompes manuelles
- ✦ Réalisation des Etudes d'orientation et des études architecturales et techniques pour les Infrastructures communautaires
- ✦ Elaboration des dossiers techniques relatifs aux Equipements post-récolte et lancement de la procédure d'acquisition
- ✦ Réception du reliquat d'Equipements acquis auprès d'IAPSO
- ✦ Elaboration de la proposition de révision budgétaire et du Plan de Décaissement pour la Composante
- ✦ Elaboration de Protocole d'accord avec les Services techniques du Ministère de l'Hydraulique

ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX D'EXECUTION

A - RENFORCEMENT DES CAPACITES

Les activités programmées et réalisées concernent :

Sous- composante sensibilisation /alphabétisation

➤ Services spécialistes

-Finalisation et signature du protocole d'accord avec la DAEB :

Après avoir soumis un projet de protocole d'accord à la DAEB pour observations, le BGP a organisé une séance de travail avec cette structure en vue d'une définition et consignation dans ce dit document des modalités de collaboration dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'alphabétisation fonctionnelle. Le document a été approuvé de façon consensuelle par les deux parties et signé par les deux directions et les deux ministères de tutelle.

- recrutement du MOD en alphabétisation

Le marché du MOD en alphabétisation a été attribué à la SAFEFOD suite à la prise en compte de l'ensemble des observations de la BAD concernant le dossier technico-financier et la convention ; l'avis de non objection a été reçu le 12 juin 002

- Recrutement du Bureau d'études spécialisé en communication :

Suite à l'approbation de la liste restreinte et du DAO soumis à la BAD, ce dossier a connu la progression suivante :

19 Avril 2002 : Invitation des soumissionnaires

05 Avril 2002 : Dépôts des offres et ouverture des plis par la commission nationale de dépouillement

09 Avril 2002 : Evaluation des offres techniques

17 Avril 2002 : Ouverture des offres financières

25 Avril 2002 : Evaluation des offres financières en sous-commission technique.

07 mai : adjudication provisoire du marché

24 sept : adjudication du marché à OFBD par la BAD

05 nov : approbation de la convention par la BAD (envoi du fax le 03-12-002)

- Recrutement des 30 ONG en alphabétisation

Suite à l'identification des 15 meilleures ONG /OCB des cinq régions par les IA -IDEN en rapport avec les URG , la SAFEFOD a procédé à la présélection de 08 opérateurs par région devant effectuer l'étude du milieu complémentaire ;

L'étude du milieu complémentaire est en cours d'exécution et devrait aboutir au recrutement des 30 opérateurs en alphabétisation et à la constitution des effectifs des classes d'alphabétisation de la première phase.

➤ Equipement – mobilier

- Production du dépliant de présentation du PLCP :

Le dépliant du Projet de Lutte Contre la Pauvreté est édité en français et en Anglais. La version française est imprimée en 5000 exemplaires et la version anglaise en 500 exemplaires.

De même le dépliant est traduit par la DAEB dans les langues nationales Wolof, Pulaar, Sérère, Mandingue, soninké pour un

accès des populations aux informations stratégiques concernant le projet.

L'impression du dépliant est en cours.

-mise en œuvre du plan de communication du PLCP

La conception d'une partie des supports secondaires tels que les tee-shirts, les casquettes, foulards prévus dans le programme d'IEC est en cours d'exécution de même que l'édition de la plaquette et le calendrier PLCP 2003.

-acquisition des manuels d'alphabétisation

Le processus de choix des manuels est en cours ; les spécifications technico- pédagogiques sont fournies par la SAFEFOD et les procédures d'acquisition seront lancées au courant du trimestre.

Sous composante Renforcement des capacités des partenaires

➤ Etudes et supervision

- Participation à l'analyse et à l'évaluation des résultats de l'étude du milieu

La composante a participé à l'ensemble des réunions d'analyse critique du rapport de l'étude du milieu de même qu'aux missions de restitution et de validation des résultats de l'étude.

L'exploitation des données socio- économiques et géographiques des 600 communautés de base a permis à la composante d'établir la situation des besoins exprimés par chaque communauté de base en alphabétisation, en IEC et en formation. Ces données permettront au projet de définir en conséquence, dans le cadre de la mise en œuvre de la composante renforcement des capacités , les types d'intervention requis pour chaque communauté ;

-diagnostic des besoins des ONG et SFD en appui institutionnel

Conformément aux prévisions du rapport d'évaluation , un bureau d'études a été recruté pour procéder au diagnostic des besoins des ONG , OCB , et SFD en terme de formation et équipements, et à leur classement pour l'attribution de l'appui institutionnel prévu dans le cadre du faire - faire .

de 5 jours sur la transcription en langues nationales wolof, pulaar, sérère . La formation a été dispensée par les techniciens de la DAEB ;

-Formation des partenaires d'exécution

Les ONG de la micro finance de même que les agents des CERP et du développement communautaire ont bénéficié d'une mise à niveau en gestion de projet.

Tous les séminaires de formation prévus par le rapport d'évaluation et destinés aux partenaires sont pris en compte dans le plan de formation global du projet. La mise en œuvre du plan de formation se poursuit avec la formation des ONG de la micro finance en gestion de projets.

B- MICRO FINANCE ET ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS

1 Sélection de bureaux d'études pour réaliser quatre études

- Elaboration et envoi DAO à la BAD
- Approbation de la BAD
- analyse des dossiers des bureaux d'études
- Négociation et signature de contrats avec adjudicataires

Les dossiers d'appel d'offres relatifs à ces quatre études ont été élaborés par la composante et approuvés par la BAD en début Janvier 2002. Ensuite, ils ont été transmis aux bureaux d'études pour leur permettre de soumissionner. L'analyse de leurs dossiers techniques et financiers a permis de sélectionner pour chaque étude le cabinet ayant présenté l'offre la mieux disante. C'est ainsi que le cabinet GAMMA INGENIERIES a été retenu pour l'étude sur les créneaux porteurs, le cabinet REMIX pour le diagnostic structures financières décentralisées, et le cabinet MSA pour l'études sur la conception de systèmes de microcrédit adaptés aux pauvres et pour le diagnostic des caisses de base.

I. 2. Réalisation des études

- Les créneaux porteurs
- Diagnostic des SCB
- Diagnostic/sélection SFD
- Conception systèmes micro crédit adaptés aux pauvres

L'étude sur les créneaux porteurs réalisée par le Cabinet **GAMMA INGENIERIES** dans les 15 départements concernés par le Projet est achevée et le rapport final a été déposé au Projet depuis le mois de Mars 2002.

- L'étude sur le diagnostic des structures financières décentralisés (SFD) réalisée par le cabinet **REMIX** dans les cinq régions d'intervention du PLCP est terminée et le rapport final est disponible au niveau du projet.
- Le diagnostic des caisses locales d'épargne et de crédit confié au Cabinet MSA est réalisé et le rapport final est déposé au projet depuis Avril 2002.
- L'étude sur la conception de systèmes de microcrédit adaptés aux pauvres est déjà réalisée et le rapport final est déjà disponible au niveau du Bureau de Gestion du Projet.

I.3 Sélection des ONG ET SFD

- Finalisation des DAO
- Approbation des DAO par la BAD
- Analyse des dossiers techniques des ONG
- Négociation et signature des protocoles d'accord

Le processus de recrutement des ONG est terminé et ces dernières sont entrain d'exécuter leur mission sur le terrain. Les protocoles d'accord avec les ONG et les conventions avec les SFD sont élaborés, négociés et signés. Un protocole d'accord est également signé avec la cellule AT/CPEC chargée de la coordination des activités de microfinance au Sénégal

I.4 Formation des SFD/ONG/Services techniques

- Sélection bureaux d'études
- Elaboration du DAO
- Approbation DAO / BAD

I. 6. Finalisation et signature de la convention avec les SFD

Les conventions avec les structures financières décentralisées sont finalisées suite aux réunions tenues avec les dites institutions et la cellule AT/CPEC, le 10 Octobre 2002 et avec la mission de supervision de la BAB d'Octobre - Novembre 2002, la cellule AT/CPEC et les SFD, le 9 Novembre 2002. Ces conventions sont approuvées par la BAD depuis le -Décembre 2002 avant d'être transmises aux SFD pour signature.

I. 7. Information, sensibilisation et organisation des bénéficiaires du projet par les ONG et les CERP

La plupart des ONG et des CERP concernés ont entamé au mois de Décembre 2002 les activités de sensibilisation et d'information des autorités administratives et des bénéficiaires du projet au niveau des communautés de base ciblées. Il faut noter que ces activités constituent un préalable à toutes autres activités de la composante.

Cependant, l'organisation des bénéficiaires autour des caisses d'épargne et de crédit n'a pas encore démarré dans les communautés de base.

I. 8. Mission d'information et de préparation du démarrage des activités de microcrédit dans les CB ciblées par le projet dans les cinq régions

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, Le Projet de Lutte Contre la Pauvreté envisage de démarrer incessamment le financement des projets initiés par ses groupes cibles dans les 600 communautés de base sélectionnées. C'est dans cette perspective que la Composante Microfinance et AGR a organisé du 15 au 23 décembre 2002, dans les 5 régions ciblées par le PLCP (Kolda, Tamba, Dioubel, Thies et Dakar), une mission d'information et d'appui au démarrage des services de microfinance et d'activités génératrices de revenus des partenaires d'exécution du Projet que sont les ONG, les SFD, les services techniques de l'Etat (CERP et DDC) et les membres des comités régionaux de pilotage.

Cette mission avait pour objectifs :

- d'appuyer les partenaires d'exécution du PLCP dans le démarrage des activités de microfinance et AGR ;
- d'harmoniser les différents supports de travail à utiliser dans la mise en œuvre des services de microfinance et d'activités génératrices de revenus ;
- d'encourager le développement de synergies entre partenaires régionaux, sous l'égide des Unités Régionales de Gestion du Projet, par le biais de rencontres régulières de concertation et d'échanges permettant une étroite collaboration.

C- INFRASTRUCTURES EQUIPEMENT HYDRAULIQUE

1- Restitution de l'étude du Milieu et sélection des Communautés à cibler pour le Programme Infrastructures / Equipements et Hydraulique

Après la collecte des données quantitatives et qualitatives à travers le Diagnostic participatif qui était confié à un Bureau d'études, des ateliers de restitution ont été organisés dans les différentes régions afin de :

- livrer aux bénéficiaires et partenaires les résultats découlant du processus de ciblage des communautés de Base,
- échanger avec eux de la méthodologie de ciblage,
- procéder à la validation des conclusions de l'Etude.

La tenue de ces ateliers s'inscrivait dans un processus d'échange, de partage, et de participation pleine et entière des bénéficiaires et autres partenaires impliqués dans l'exécution du Projet.

Compte tenu de l'importance des demandes en Infrastructures et Equipements rapportées par l'étude du milieu, la Composante a du, en marge de la tenue de ces ateliers, élaborer une méthodologie de sélection des communautés à cibler prioritairement.

C'est ainsi que pour les différents types d'équipement et infrastructure, des quotas d'attribution ont été arrêtés pour chaque Région, chaque Département et chaque Arrondissement, proportionnellement aux demandes émanant de ces différentes zones ; de sorte à avoir partout le même taux de couverture de demande.

Des critères spécifiques de sélection ont aussi été définis renseignant surtout sur l'acuité du besoin exprimé par les différentes communautés de base ; pour procéder en définitive à la sélection des sites en rapport étroite avec les Unités régionales de gestion du Projet et les différents partenaires du Projet à la base.

2.2 Finalisation de la procédure de recrutement des Bureaux Maîtres d'œuvre pour le Volet Hydraulique/ Assainissement

Au terme de la procédure de sélection, un Groupement de Bureaux d'études Nordique **COWI A/S** et Sénégalais **A.I.S.B** (Audit Engineering des Services de base) a été recruté après approbation du contrat en date du 20 Août 2002, pour un montant HT/HD de **388 349 366 F CFA**. Ce Groupement est chargé de la Maîtrise d'œuvre du volet hydraulique / assainissement et va réaliser toutes les études y afférentes, notamment :

- les études techniques complémentaires ;
- l'élaboration des cahiers de charges et des dossiers d'appel d'offres des travaux hydrauliques ;
- l'appui à l'évaluation des entreprises soumissionnaires ;
- la supervision et le contrôle des travaux hydrauliques ;
- l'élaboration des spécifications techniques des équipements d'exhaure ;
- l'appui à la sélection des fournisseurs nordiques pour l'acquisition des pompes ;
- la formulation des programmes d'accompagnement (formation/ sensibilisation/ animation) ;
- le renforcement des capacités du personnel technique du Projet en Hydraulique solaire.

Les ordres de services relatifs au démarrage des prestations du Groupement ont été signés au mois d'octobre et les missions assignées sont en cours d'exécution.

2.3 Réalisation des études techniques complémentaires auprès des Communautés ciblées pour le volet hydraulique

Ce travail confié au Groupement COWI/AISB et démarré en début novembre a été bouclé le 31 décembre.

Il a concerné environ 140 des 600 Communautés de base ciblées par le Projet et tous les services techniques de l'Hydraulique des régions ainsi que les Centres d'Expansion Rurale des arrondissements concernés ont été étroitement impliqués.

Cette étude complémentaire qui est un préalable à la réalisation des cahiers de charges des travaux et équipements mais aussi à la formulation des Programmes d'accompagnement a permis :

- ◆ le dimensionnement des besoins en eau des différentes communautés retenues ;
- ◆ l'inventaire du potentiel hydrique des Communautés ainsi que des ouvrages d'assainissement ;
- ◆ l'expertise des ouvrages hydrauliques existants en vue d'éventuelles réhabilitations, mais aussi ;
- ◆ d'inventorier les cadres d'organisation existants et susceptibles d'assumer ultérieurement des fonctions de gestion, etc., en définissant leur compétence, leur fonctionnalité, l'expérience capitalisée dans des domaines similaires, leurs contraintes et limites.
- ◆ d'inventorier les compétences techniques qui pourraient être mises à profit dans le cadre de la maintenance des équipements,
- ◆ de mesurer la capacité financière des communautés à prendre en charge les coûts récurrents des équipements ;
- ◆ d'explorer la dynamique des groupes ; les dissensions exprimées ou latentes qui pourraient hypothéquer la mise en oeuvre du programme ;
- ◆ de caractériser la perception communautaire ou individuelle des problèmes d'assainissement.

2.4 Elaboration des dossiers techniques et d'appel d'offres pour les Ouvrages et Equipements hydrauliques

L'élaboration des dossiers techniques relatifs aux ouvrages et équipements hydrauliques a démarré en début Décembre dans le cadre des prestations confiées au Groupement COWI/AISB dont le travail en cours de finalisation permettra de :

- Définir la typologie des ouvrages de captage à réaliser (puits modernes/puits forages/forages) en fonction des besoins exprimés, du contexte des localités ciblées mais aussi des orientations du projet ;
- Préciser certaines options sur la vocation des puits à réaliser (puits villageois/puits maraîcher/puits pastoral), selon les besoins à satisfaire ;
- Sérifier les ouvrages à réhabiliter et les fonçages neufs ;
- Dimensionner les ouvrages de captage en fonction des besoins à couvrir, des usages potentiels (débit, équipements de surface/margelles, dalles de couverture, bassins, trottoirs, etc.) ;
- Dimensionner les ouvrages de stockage et distribution dans le cadre des sites où l'exhaure sera motorisée (capacité des réservoirs et dénivelés ; équipements connexes/ fontaines, conduites, clôtures, accessoires hydrauliques) ;
- Sérifier les sites où l'exhaure motorisée est envisagée, selon certains critères (besoins en eau à couvrir, débit autorisé par l'ouvrage de captage, capacités des communautés à prendre en charge les coûts récurrents, compétences techniques locales pour assurer la bonne maintenance du matériel ;
- Définir la typologie des latrines à installer et dimensionner ces ouvrages d'assainissement ;
- Spécifier les caractéristiques techniques détaillées des pompes à installer sur les différents sites à partir de paramètres techniques et Socio-économiques, ainsi que les stocks de pièces de rechange et des outillages requis pour la maintenance;
- Elaborer les D.A.O pour les travaux hydrauliques et l'acquisition des Pompes

2.5 Formulation des Programmes d'accompagnement relatif au volet Hydraulique / Assainissement

Le Bureau local AISB a démarré ce travail courant Décembre, lequel doit aboutir à la formulation d'un Programme très cohérent de renforcement des capacités des bénéficiaires pour leur faciliter une bonne appropriation des Infrastructures et Equipements qui leur sont destinés.

Ce travail touche notamment :

- ◆ L'organisation des Comités de Gestion des Infrastructures et Equipements
- ◆ Les systèmes de gestion appropriés des Infrastructures et équipements selon leurs typologies et le contexte socio-économique ;
- ◆ Le système de tarification de l'eau ;
- ◆ Le système de maintenance opérationnelle approprié pour chaque catégorie d'équipements
- ◆ La définition de thèmes de formation en Maintenance ; Gestion Communautaire des Infrastructures et Equipements hydrauliques ;
Hygiène / Assainissement.

2.6 Pré-qualification des Entreprises pour les Travaux hydrauliques

La procédure de pré qualification a été lancée le 25 Février avec trois

Avis parus dans deux journaux et les manifestations d'intérêt ont été reçues jusqu'au 28 Mars 2002.

Au terme de la procédure, sept (07) Entreprises spécialisées dans les travaux hydrauliques ont été présélectionnées, en référence à leurs capacités techniques, financières, logistiques, etc. et un dossier complet d'évaluation a été soumis au Fonds Nordique de Développement pour Avis.

Ces Entreprises, sous réserve d'un avis favorable du FND, seront inviter à soumissionner pour la réalisation des ouvrages dès que les DAO en cours d'élaboration seront finalisés.

2.7 Organisation d'une mission d'études au Ghana sur les Pompes manuelles

L'acquisition des pompes manuelles ayant été initialement prévue auprès des seuls fournisseurs nordiques, il a été convenu avec le Fonds Nordique de Développement, l'organisation d'un voyage d'études au Ghana dont l'objectif général était de nous enquérir de l'expérience de ce pays ayant capitalisé une grande expérience dans la vulgarisation des équipements d'exhaure d'origine nordique en l'occurrence les pompes **NIRA** dans leur version ghanéenne **GHANIRA** produite localement.

Les objectifs spécifiques ci-après étaient visés :

- ✚ Etudier sur place la fiabilité des Pompes proposées,
- ✚ Tester les performances des pompes en conditions réelles,
- ✚ Echanger avec le Constructeur des adaptations éventuelles qu'il conviendrait d'envisager au plan technique sur ces Equipements pour garantir leur meilleure diffusion dans le cadre de notre projet.
- ✚ discuter directement avec les Usagers sur des aspects d'ordre ergonomique ou liés à l'entretien, la maintenance et la gestion de ce type de pompes.

La mission composée de la Directrice du Projet et de l'Expert responsable de la Composante Infrastructures/ Equipements et Hydraulique a séjourné au Ghana du **21 au 27 avril 2002** et a eu l'occasion de passer en revue toute la gamme de pompes manuelles produites par la Société NIRA et au termes de des échanges et visite de terrain, les conclusions ci-après ont été retenues :

- la pompe AF 85 présente des aptitudes techniques avérées aux plans de la performance et de la fiabilité et répond parfaitement aux puits dont la profondeur de la nappe d'eau se situe en deçà de 20 mètres, ce sont des

pompes très robustes (pratiquement sans réparation majeure après dix ans de service) et le mécanisme à action directe qui lui est spécifique, confère un bon confort d'utilisation. Cela explique la pleine appropriation relevée auprès des Bénéficiaires.

- la pompe NIRA 2000, les mesures additives prises par la société mère, en y intégrant des matériaux spéciaux ont permis de renforcer sa fiabilité et les performances de la Pompe permettent d'atteindre les 64 mètres de profondeur.
- la pompe AFRINIRA, que nous avons observée en marche au sein des communautés bénéficiaires répond le mieux aux spécificités des zones d'implantation des ouvrages hydrauliques prévus par le PLCP/FAD-FND. En effet, c'est une pompe qui a de grandes similitudes avec les modèles **INDIA 2 et 3**, très vulgarisés au SENEGAL, et les résultats performants enregistrés sur le terrain, rassurent quant à leur adaptabilité pour les villages ciblés par notre projet. Elle représente la meilleure alternative aux pompes AF 85, pour des profondeurs dépassant 20 m. et sa rusticité tient entre autre à la qualité des matériaux constitutifs.

2.8 Réalisation des Etudes d'orientation et des études architecturales et techniques pour les Infrastructures communautaires

Dans le cadre de la Convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée signée avec l'AGETIP, un Bureau d'Architecture (MDT Architecture) a été recruté pour :

- D'une part procéder à l'évaluation à posteriori des Infrastructures communautaires de types Cases foyers, Garderies, Cases de Santé etc réalisées dans les zones d'intervention du PLCP par d'autres Projets et /ou ONG pour en tirer les meilleures leçons à capitaliser dans le cadre de notre projet en cours ;

- Procéder aux études architecturales et techniques en proposant un catalogue de Plans types qui intègrent le mieux les préoccupations des populations ;
- Elaborer les Devis estimatifs et descriptifs y afférents ainsi que les plannings d'exécution des travaux.

Ce Bureau a déjà réalisé les études d'orientation relatives aux infrastructures à construire ; l'ensemble des plans architecturaux et techniques ; les devis quantitatifs et estimatifs des travaux, le Dossier d'Appel d'Offres.

Au cours de la dernière mission de supervision de la BAD au mois d'octobre, l'ensemble de ce dossier a été présenté et discuté et les observations de la mission sont en cours d'être intégrées.

Du point de vue architectural, le regroupement des différentes infrastructures (Case foyer, garderie, case de santé) en complexe sera privilégié chaque fois que la convergence des besoins au niveau d'une communauté le justifiera.

Chaque Complexe constituera un ensemble de modules, autonomes du point de vue fonctionnel mais très intégrés puisque articulés autour d'une même rotule, en l'occurrence le forum qui constitue un espace de convergence. Ce concept permettra de fédérer davantage, autour d'un même espace différents groupes sociaux (Femmes/ jeunes/ enfants/ etc.)

La conception architecturale des différents modules confère par ailleurs une bonne flexibilité (cloisons amovibles) et donc une bonne souplesse d'exploitation et le principe d'intégration permettra d'optimiser les coûts mais aussi l'espace si on sait que les terrains d'accueil pour les infrastructures communautaires sont de plus en plus difficiles à trouver.

Les complexes auront une vocation plus économique que par le passé, puisque les Cases foyers notamment seront de véritables « **incubateurs de projets** » à travers les ateliers thématiques à aménager et à équiper en fonction des profils d'activités à initier par les bénéficiaires.

A ce propos, des activités de formation pratique pourraient y être envisagées en rotation sur différentes thématiques inspirées des études menées sur les créneaux économiques porteurs, et toucher différentes communautés satellites du lieu d'implantation, ce qui peut être très intéressant en terme d'impact.

A l'issue de telles « **sessions d'incubation** » avec des orientations technique (exp. Procédés de transformations d'un produit) ; économique et financière (exp. gestion d'une telle unité de transformation / opportunités de la filière ou créneau / risques / Marché etc.) ; les Personnes ou groupes de personnes ciblées pourraient ainsi bénéficier de financement de projets déjà bien mûris, avec le concours du Fonds de crédit.

La conception modulaire permet en outre une intervention à la carte selon les besoins spécifiques exprimés et la concentration des besoins ; c'est ainsi qu'on peut envisager l'implantation d'un, de deux ou des trois modules à la fois dans un même site d'accueil.

2.9 Elaboration des dossiers techniques relatifs aux Equipements post- récolte et lancement de la procédure d'acquisition

Les spécifications techniques relatives aux équipements post-récolte ont déjà été élaborées et le dossier d'appel d'offres approuvé par la BAD.

Le dossier concerne la fourniture de broyeurs à céréales, de batteuses à mil, de décortiqueuses à mil, de décortiqueuses à fonio, de charrettes à traction asine ainsi qu'un ensemble de prestations connexes dont la livraison, l'installation et la mise en

service sur site mais aussi la formation de personnels préposés à l'entretien.

Un appel d'offres international a été lancé en date du 16 décembre 2002 avec publications au niveau local et dans le development Business.

2.10 Réception du reliquat d'Equipements acquis auprès d'IAPSO

Après l'élaboration des spécifications techniques des Equipements du BGP (Informatique / Véhicules / Motos / Audiovisuel) et le suivi des cotations, l'Expert de la Composante Infrastructures/ Equipements / Hydraulique a participé à la réception technique des lots Informatiques et Logistique au courant du mois de mars.

Composante IV : Gestion du projet Construction / Réhabilitation

4.1 Conformément aux dispositions de l'accord de prêt, le Gouvernement a mis à la disposition du BGP et de l'URG de Diourbel dans le courant du second semestre 2000 des locaux adéquats pour servir de bureaux, la coordination régionale de Dakar occupant les mêmes locaux que le BGP. En ce qui concerne les URG de Kolda et Tambacounda, en raison de la non disponibilité de bâtiments conventionnés, la contrepartie supporte à ce jour des charges locatives. Il en était de même pour l'URG de Thiès, jusqu'à la fin de l'année 2001. Actuellement, cette URG bénéficie d'un bâtiment du patrimoine de l'Etat.

4.2 La réhabilitation des locaux du BGP et des URG a été réalisée dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée de l'AGETIP. Toutes les installations électriques, téléphoniques et en eau ont été réalisées pour le BGP et les URG. Pour la réfection des locaux de l'URG de Thiès, les travaux ont été réalisés sur les imprévus de la rubrique. La réfection a été effectuée, sous la supervision de l'AGETIP, dans le courant du mois de juillet 2002 et la réception provisoire faite le 14 août 2002.

4.3 La consultation relative à l'installation du réseau informatique entamée en avril 2002 a été bouclée avec la signature du contrat avec ATI en date du 12 septembre 2002. Les travaux, en cours d'exécution, accusent un retard dans la pose du coffret et la configuration du serveur, le fournisseur a été interpellé pour diligenter ses prestations.

Equipement, Mobilier et fournitures

4.4 Conformément au rapport d'évaluation, l'acquisition des équipements a été faite auprès de IAPSO. Cette procédure intéressante en termes d'économies réalisées a été cependant très longue. En effet, le processus d'acquisition a débuté le 05 novembre 2000 et le matériel informatique et le matériel roulant ont été réceptionnés par le Projet au mois de mars 2002. Quant au matériel de reprographie et de froid arrivé le 11 février 2002 à l'aéroport de Dakar, l'enlèvement n'a été fait qu'en juin 2002. Suite aux anomalies constatées sur le véhicule de liaison du BGP, au cours de sa mise en fonction, il a été finalement mis à la disposition du Projet le 11 juillet 2002 par le concessionnaire.

4.5 La procédure d'acquisition du mobilier du BGP et des URG, débutée le 7 novembre 2001, a été finalisée en date du 07 juin 2002 avec la signature du contrat, suite à l'approbation du marché par la CNCA. Dès le 18 juin 2002, une partie du mobilier a été livrée. Au 30 septembre 2002, tout le mobilier commandé a été livré et installé par Office One Superstore.

Services de spécialistes

4.6 Suite à l'avis de présélection entamé en janvier 2001 pour le recrutement d'un cabinet en vue de l'élaboration du manuel des opérations et procédures administratives et financières du projet, une consultation restreinte à l'échelon national a abouti à la signature d'un contrat le 20 novembre 2001 avec le Cabinet BERGES. Faisant suite à la transmission en date du 07 avril 2002 du manuel provisoire

et aux différentes observations formulées par le Projet, deux ateliers successifs se sont tenus respectivement les 25 - 26 juillet et 8 - 9 août 2002. Le premier atelier, en prélude à l'atelier national, réunissait une commission restreinte composée du BGP, des URG, du Ministère de l'Economie et des Finances et des MOD en vue de procéder à une relecture exhaustive du document soumis par le Cabinet. L'atelier national de validation du manuel a vu la participation de tous les partenaires institutionnels et d'exécution du projet et a permis de préciser les attentes du Projet, les rôles et responsabilités des différents acteurs et de partager les informations pour un système de suivi/évaluation performant. En définitive, la version finale a été transmise au Projet le 7 septembre 2002 et a été soumise, à la même date, à la Banque pour avis.

4.7 Le processus de recrutement du personnel du BGP et des URG est achevé en mars 2002, conformément au rapport d'évaluation. Seulement, suite à la démission de l'assistant en développement à la base en poste à l'URG de Diourbel et à la vacance du poste à partir du 1^{er} juillet 2002, son remplacement a été effectué en prenant le suivant sur la liste des candidats lors du recrutement. En raison des exigences liées à la mise en détachement du remplaçant, sa prise de service a été effective le 1^{er} novembre 2002.

4.8 Le recrutement d'un spécialiste en passation des marchés : La procédure débutée le 24 janvier 2001 a abouti le 1^{er} avril 2002 avec la signature du contrat, en raison des différentes observations formulées par la Banque sur la procédure de recrutement. Le plan global de passation des marchés a été élaboré dès le mois de juin 2002 et un programme d'activités trimestriel, approuvé par le Projet, devait être réalisé pendant la période de juin à août 2002. Seulement, en raison de difficultés constatées dans la mise en œuvre de la mission, relatives aux absences répétées du consultant aux jours convenus, à la non prise en main effective pour certaines tâches, conformément au tableau d'évaluation du planning d'activités arrêté de commun accord, une réunion de clarification a été tenue en date du

8 octobre 2002 avec ce dernier pour apprécier la charge de travail effective et fixer la rémunération conséquente. Cette réunion a été sanctionnée par un procès verbal transmis pour signature au consultant. Sa réponse est toujours attendue. Au vu de ce constat, il est fort probable que le Projet lui propose la résiliation du contrat, s'il n'y a pas d'amélioration dans les prestations du consultant.

4.9 En raison de l'exigence de respect des normes de comptabilisation du SYSCOA et, parallèlement, de la production des états de suivi budgétaire exigés par la Banque, les investigations menées par le Projet ont permis d'identifier des produits aptes à accomplir ces exigences. L'acquisition d'un tel système d'information comptable et financier a été évoquée avec la mission de supervision qui est d'avis que l'acquisition envisagée pourrait être financée par les rubriques « Imprévus » et « Hausse des prix » de la Composante IV « Gestion du Projet ». Cette dépense sera affectée à la catégorie D « Services de spécialiste » de ladite composante. La demande d'acquisition, les termes de référence, le dossier d'appel d'offres et la liste restreinte seront soumis à la Banque pour avis.

4.10 Les termes de référence et le DAO ont été approuvés par la BAD. L'ouverture des offres techniques est prévue le 14 janvier 2003.

Fonctionnement

4.11 Les 8 secrétaires et 8 chauffeurs ont été recrutés. Pour la surveillance des locaux du BGP et des URG, la Banque, par fax en date du 14 décembre 2001, a donné son avis de non-objection pour le recrutement d'une société de gardiennage et autorisé le projet à prélever sur la rubrique « imprévus » le budget requis au financement de cette activité. La procédure de recrutement initiée dès décembre 2001 a été finalisée le 9 septembre 2002 avec l'approbation du contrat avec la société ADSAT par le Ministre de l'Economie et des Finances. Auparavant, l'avis de non-objection de la Banque pour l'adjudication du marché avait été donné par fax en date du 12 juillet 2002. Dès le 1^{er} août 2002, la Société ADSAT a pris service.

4.12 Les acquisitions de fournitures et de carburant se déroulent sur consultations restreintes suivant la base de données des fournisseurs disponible au Projet.

RAPPORTS TRIMESTRIELS ET RAPPORTS D'AUDIT DES COMPTES

Rapports trimestriels d'activités

5.1 Le projet a élaboré huit rapports d'avancement couvrant respectivement les périodes suivantes : septembre – décembre 2000, janvier – mars 2001, avril – juin 2001, juillet – septembre 2001, octobre – décembre 2001, janvier – mars 2002, avril – juin 2002, juillet – septembre 2002, octobre-décembre 2002. Il faut également noter qu'un rapport annuel couvrant exceptionnellement la période de septembre 2000 – décembre 2001 a été produit et transmis à la Banque. Il a été convenu que les SFD élaboreront des rapports d'activités trimestriels à fournir au BGP durant le mois suivant le trimestre.

Audit des comptes

5.2 Le processus de recrutement d'un cabinet d'audit pour les exercices 2001 et 2002 entamé en mai 2002 par la confection du DAO, des termes de référence et de la liste restreinte s'est poursuivi, suite à l'avis de non objection de la BAD en date du 11 juin 2002 par le lancement de la consultation, au mois de juillet. L'adjudication provisoire a été prononcée le 4 octobre 2002 par la commission nationale de dépouillement. Le dossier a été soumis à la BAD en date du 21 octobre 2002 pour avis et a été examiné par la mission. L'avis final de la banque a été reçu au 21 novembre 2002. La mission d'audit devrait dès la finalisation du processus d'approbation du contrat.

Coordination du Projet

5.3 Une réunion-bilan a été tenue en janvier 2002 pour procéder au bilan des activités de l'année 2001 par les URG et composantes et identifier les contraintes et solutions. Suivant une périodicité semestrielle, des réunions de coordination

élargies ont été retenues. La première a été tenue en fin juillet 2002 à Thiès. Les réunions sectorielles hebdomadaires se poursuivent pour évaluer l'avancement des activités.

5.4 Les réunions de coordination tenues avec le cabinet du MDSSN ont été des occasions, d'une part, pour apprécier l'état d'avancement du Projet et, d'autre part, pour recueillir des informations sur les différentes actions des projets similaires et des directions du ministère. Le cadre de partenariat très dynamique initié au niveau national a été enrichi au niveau régional par le biais des URG qui ont participé aux différentes manifestations organisées par les projets similaires.

5.5 La remise des équipements, fournitures de bureau et carburant aux partenaires ciblés par le rapport d'évaluation a été faite en ce qui concerne la DPS, la CSOPLP, la DSDS et la DDC. Ces affectations faciliteront leur implication dans les activités planifiées par le Projet.

5.6 La Direction, appuyée par la Composante Microfinance et AGR, a rencontré la CNCAS pour discuter des modalités pratiques de gestion du compte fonds de crédit domicilié dans les livres de ladite banque. Des propositions concrètes liées à la rémunération des fonds ont été discutées.

ETAT DES ACQUISITIONS ET DES DECAISSEMENTS

Acquisition des biens et services

6.1 Le plan global de passation de tous les marchés donnant les informations précises sur les acquisitions réalisées, celles en cours et en vue, est résumé dans le tableau en annexe 4.

6.2 Certains des dossiers d'acquisition ont été repris suite aux observations de la Banque, ce qui a, entre autres, prolongé la durée du processus d'acquisition de ces biens et services. Les dossiers d'acquisition effectués depuis la dernière mission de supervision sont les suivants :

i) Recrutement de bureaux d'études nordique et sénégalais :

Conformément au schéma retenu pour la sélection des bureaux hydrauliques en vue de la mise en œuvre du volet hydraulique / Assainissement, deux procédures parallèles ont été, à cet effet, suivies par le Projet. L'une des procédures concernait le recrutement du bureau nordique et l'autre le recrutement du bureau local. L'approbation des listes restreintes par le FND, faisant suite à la pré-qualification des cabinets nordiques et locaux, a été, respectivement, faite par fax datés des 28 août et 27 novembre 2001. Le lancement de la consultation a été effectué en date du 18 décembre 2001 et les résultats de la sélection des bureaux sénégalais (AISB) et nordique (COWI) ont été approuvés respectivement en date des 26 mars et 12 mai 2002. Par la même occasion, le FND invitait le projet à entamer les négociations en vue de constituer le Groupement, conformément au schéma retenu, pour l'exécution du volet hydraulique de la composante. En définitive, le contrat avec le Groupement COWI / AISB a été approuvé le 20 août 2002 par la CNCA.

ii) Recrutement d'une société de gardiennage :

Ce marché avait été bouclé dès le 18 mai 2001, mais relancé le 6 mars 2002 suite aux fax de la Banque en date du 12 février 2002. Les offres ont été reçues le 05 avril 2002, et ouvertes ; l'adjudication provisoire a été faite le 07 mai 2002 et transmise en date du 29 mai à la Banque pour avis. L'avis de non objection a été donné le 12 juillet 2002 et, en raison de la procédure nationale d'approbation, la société de gardiennage, ADSAT a pris service le 1^{er} août 2002.

iii) Acquisition de mobilier de bureau pour le BGP et les URG :

Le processus de sélection a débuté en août 2001 avec la confection du DAO. L'adjudication provisoire du marché a été prononcée le 25 octobre 2001 et approuvée par la Banque le 26 avril 2002. Le contrat a été signé le 07 juin 2002. Tout le

matériel commandé a été livré par Office One Superstore.

iv) Mise en place du réseau informatique :

Le processus de recrutement d'une société spécialisée pour la mise en place du réseau informatique a débuté le 10 avril 2002. L'adjudication du marché a été prononcée le 27 août 2002 et le contrat signé le 12 septembre 2002.

6.3 Les dossiers relatifs aux résultats d'appel d'offres et d'adjudication qui sont en cours se présentent comme suit :

i) Le recrutement du MOD pour l'alphabétisation fonctionnelle des bénéficiaires :

La proposition d'adjudication provisoire du bureau d'études SAFEFOD a fait l'objet de plusieurs observations relatives à la proposition financière. Suite aux observations de la Banque en date du 09 avril 2002 et aux compléments d'information fournis par le Projet le 14 juin 2002, la Banque par fax daté du 24 septembre, approuvait la proposition d'adjudication du marché de MOD pour l'alphabétisation à la SAFEFOD et le projet de convention. La convention a été approuvée par le Premier Ministre le 30 octobre 2002.

ii) Mise à niveau du personnel à l'utilisation des logiciels de bureautique :

Le dossier de consultation préparé en juin 2002 a été soumis dès le 4 juillet aux cabinets short-listés. La procédure est à son terme avec la sélection de la société Point Micro pour la réalisation de la mission. En raison des activités en cours pour le démarrage effectif des activités de terrain, la mise à niveau sera entamée dans le courant du mois de décembre 2002.

iii) Diagnostic des besoins des ONG et OCB en appui institutionnel:

La procédure de sélection entamée en date du 06 août 2002 par le lancement de la consultation a été bouclée en date du 25 octobre 2002 par la signature du contrat.

iv) Recrutement des ONG partenaires pour le volet microfinance :

Suite à la soumission de listes restreintes de 7 à 8 ONG par région et aux observations de la Banque relatives à la notation de la formation et à l'expérience, le DAO a été approuvé le 15 février 2002. Le processus de recrutement des ONG est à son terme, avec l'avis de non-objection de la Banque. Le Projet de protocole d'accord à passer avec les ONG a été l'objet d'un fax de la Banque en date du 24 septembre 2002. La version définitive du protocole d'accord a été soumise à la banque le 29 octobre 2002 pour avis. Ce Projet de protocole d'accord a été examiné par la mission et la dernière version présentée a été jugée acceptable. L'avis final de la Banque sera transmis au Projet.

6.4 Les dossiers d'appel d'offres soumis à la BAD pour avis se présentent comme suit :

i) Fourniture d'équipements socio-communautaires :

Le dossier d'appel d'offres élaboré à cet effet, dans le cadre de la composante Infrastructures, Equipements et Hydraulique, a été soumis à la Banque en date du 30 août 2002. Il a été examiné par la mission et corrigé. L'avis final de la Banque sera donné dès le retour de la mission.

ii) Audit des comptes pour les exercices 2001 et 2002 :

La procédure entamée en date du 26 avril 2002 par l'envoi du dossier d'appel d'offres, des termes de référence et de la liste restreinte est à son terme, sous réserve de l'avis de la Banque, avec l'adjudication provisoire du marché prononcée en date du 4 octobre 2002 par la commission nationale de dépouillement. Le dossier a été soumis à la BAD en date du 21 octobre 2002 pour avis. La mission de supervision a examiné le dossier et l'a jugé conforme aux procédures de la BAD. L'avis officiel de la Banque sera envoyé ultérieurement.

iii) Acquisition de mobilier de bureau, coffres et documents de gestion pour les CLEC :

Les dossiers d'appel d'offres, termes de référence et listes restreintes ont été transmis en date du 22 août 2002 à la Banque pour avis. Les trois dossiers ont été examinés par la mission de supervision et les dernières versions, intégrant les observations de la mission, ont été jugées satisfaisantes. L'avis final de la Banque sera transmis dès le retour de la mission.

6.5 Les projets de convention suivants ont été examinés par la mission de supervision : La convention liant le projet avec les ONG en charge de l'encadrement technique des groupes cibles pour la microfinance et celle concernant les SFD. Les observations de la mission ont été intégrées et les dernières versions jugées acceptables. L'avis final de la Banque sera transmis dès retour de la mission.

6.6 Les dossiers d'acquisition en cours de préparation par le BGP sont les suivants :

i) Recrutement d'un bureau d'études spécialisé en communication :

La convention de maîtrise d'ouvrage délégué liant le Projet au Bureau d'études en communication, OFBD, a été élaborée et soumise à la banque en date du 18 octobre 2002 pour avis. Elle a été examinée par la mission de supervision et corrigée. L'avis final de la Banque parviendra au Projet par fax.

ii) Bureaux d'études pour le renforcement des capacités des partenaires d'exécution :

Le dossier d'appel d'offres élaboré en février 2002 et soumis à la Banque a été approuvé en date du 26 août 2002. La consultation a été lancée le 4 septembre 2002. L'ouverture des plis a été effectuée le 5 novembre 2002.

6.7 Les marchés signés dans le cadre du projet sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Tableau des marchés signés

<u>Nom contractant</u>	<u>Objet</u>	<u>Date signature</u>	<u>Montants</u>	<u>Part FAD / FAT</u>	<u>Part Gouvernt</u>	<u>Etat exécution</u>
PNUD/IAPSO	Fourniture de matériel audiovisuel	14 mai 2001	245 601,35 DKK	245 601,35 DKK	0	100%
PNUD/IAPSO	Fourniture de photocopieurs	14 mai 2001	17 248,34 USD	17 248,34 USD	0	100%
PNUD/IAPSO	Fournitures de 10 véhicules Mitsubishi	24 avril 2001	23 291 758 Yen	23 291 758 Yen	0	100%
PNUD/IAPSO	Fourniture de 20 motos	24 avril 2001	5 309 651 Yen	5 309 651 Yen	0	100%
PNUD/IAPSO	Fourniture de matériel informatique	14 mai 2001	791 438,41 FRF	791 438,41 FRF	0	100%
PNUD/IAPSO	Fourniture d'un véhicule 406	24 avril 2001	98 446,95 FF	98 446,95 FF	0	100%
Socé SENE	Elaboration d'un plan d'exécution détaillé	avril 2001	4 350 000 FCFA	4 350 000 FCFA	0	100%
AGETIP	Convention MOD Infrastructures	20 août 2001	1 397 418 750 FCFA	1 397 418 750 FCFA	0	21%
Direction de la Prévision et de la Statistique	Convention de prestations de services	Août 2001	59 590 000 FCFA	59 590 000 FCFA	0	20%
BERGES	Elaboration Manuel de procédures	20 nov. 2001	10 232 960 FCFA	8 672 000 FCFA	1 560 960 FCFA	100 %
MS Associés	Etude du milieu	28 janvier 2002	67 761 500 FCFA	57 425 000 FCFA	10 336 500 FCFA	95%
REMIX	Diagnostic des systèmes de financement décentralisé	14 mars 2002	10 930 500 FCFA	10 930 500 FCFA	0	100%
MS Associés	Conception de systèmes de crédit adopté aux	14 mars 2002	7 655 000 FCFA	7 655 000 FCFA	0	75%

		pauvres					
Nord Consult	Sud	Formation en approches genre et participative	25 janvier 2002	5 900 000 FCFA	5 962 000 FCFA	0	100%
Baye Samb		Elaboration du plan global de formation	25 janvier 2002	2 340 000 FCFA	2 340 000 FCFA	0	100%
Ndiamé DIENG		Spécialiste en passation des marchés	1 ^{er} avril 2002	18 964 960 FCFA	16 000 000 FCFA	2 964 960 FCFA	10%
MS Associés		Diagnostic des caisses de base	14 mars 2002	5 310 000 FCFA	4 500 000 FCFA	810 000 FCFA	75%
Gamma Ingenieries		Etude sur les créneaux porteurs	1 ^{er} février 2002	3 540 000 FCFA	3 000 000 FCFA	540 000 FCFA	100%
OFFICE ONE		Mobilier pour le BGP et les URG	7 juin 2002	24 643 987 FCFA	20 884 735 FCFA	3 759 252 FCFA	100%
ATI		Réseau informatique	12 septembre 2002	3 043 102 FCFA	2 578 900 FCFA	464 202 FCFA	25%
ADSAT		Gardiennage des locaux	9 septembre 2002	50 886 577 FCFA	43 124 218 FCFA	7 762 359 FCFA	10%
Groupement COWI / AISB		Mise en œuvre du volet Hydraulique / Assainissement	20 août 2002	388 349 366 FCFA financés par le FND	—	—	5%
SAFEFOD		Alphabétisation fonctionnelle	30 octobre 2002	1 023 356 250 FCFA	—	—	0%

Décaissement sur le prêt FAD et don FAT

6.8 Le montant des décaissements sur le prêt FAD est de 861 727 UC au 24 octobre 2002, soit un taux de décaissement de 9%. Le montant total des engagements et décaissements est réparti comme suit :

Situation des engagements et décaissements sur le prêt FAD

<u>Catégorie s SAP</u>	<u>Catégories</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA</u>	<u>Montants engagés en FCFA</u>	<u>Montants décaissés en UC</u>	<u>% Décais sé</u>
Biens	Eqpt/Mob/fournit	2 420 000	2 129 471 740	301 720 260	342 885	14%
Travaux	Construct/Réhabilit	1720 000	1 513 508 840	18 000	20	0%
Services	Etudes/supervision	150 000	131 992 050	32 385 000	36 803	25%
	Services spécialistes	830 000	730 356 010	271 322 344	308 339	37%
	Formation	2 150 000	1 891 886 050	20 525 265	23 326	1%
	Audit	-				
Sous total Services		2 980 000	2 754 234 110	324 232 609	368 468	12%
Fonctionnement	Fonctionnement	980 000	862 348 060	132 302 822	150 353	15%
Fonds crédit	Fonds de crédit	1 750 000	1 539 907 250	-		-
	Total	10 000 000	8 799 470 000	758 273 691	861 727	9%

*** : Taux utilisé : 1 UC = 879,947 FCFA (taux Octobre 2002)**

6.9 Le montant des décaissements sur le don FAT est de 60 370 UC au 24 octobre 2002, soit un taux de décaissement de 3%. Les montants alloués et décaissés en UC et en FCFA sont indiqués dans le tableau qui suit.

Situation des engagements et décaissements sur le don FAT

<u>Catégorie s SAP</u>	<u>Catégories</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA</u>	<u>Montants engagés en FCFA</u>	<u>Montants décaissés en UC</u>	<u>% Décais sé</u>
Services	Etudes/supervision	-				
	Services spécialiste	600 000	527 968 200	8 672 000	9 855	2%
	Formation	1 090 000	959 142 230	28 470 100	32 354	3%
	Audit	60 000	52 796 820	15 980 000	18 160	30%
	Total	1 750 000	1 539 907 250	53 122 100	60 370	3%

*** : Taux utilisé : 1 UC = 879,947 FCFA (taux Octobre 2002)**

Contrepartie nationale

6.10 Conformément à l'accord de prêt, le Gouvernement devrait mobiliser le 31 mars de chaque année, les fonds requis pour la contrepartie.

- Sur l'année 2000, en raison du démarrage non effectif des activités du Projet, les fonds n'ont pas été mobilisés. L'état a autorisé sur l'année 2001 un report de 100 millions du budget de l'année 2000 ; Cependant, ces fonds ne sont pas encore mobilisés.
- 500 millions de FCFA avaient été alloués au Projet sur l'exercice 2001. En définitive, 462 674 045 FCFA ont été mobilisés dont 392 674 045 FCFA virés dans les comptes du Projet à titre de fonds de crédit et 70 000 000 FCFA au compte n° 440-01-1093 ouvert dans les livres du Payeur Général du Trésor. 68 774 452 FCFA ont été utilisés, à titre de fonctionnement, au cours de l'année 2001 et le reliquat de 1 225 548 FCFA reversés par chèque n° 0145766 du 31/12/2001.
- Pour l'année 2002, un retard non négligeable a été enregistré en raison de la modification des nomenclatures budgétaires en faveur de celles de l'UEMOA.. Le premier avis de crédit du compte ouvert dans les livres du Trésor est en date du 18 juillet 2 002 pour un montant de 64 000 000 FCFA. Les procédures de liquidation des dépenses sont très longues ; ce qui pose le problème de la mobilisation de ces ressources. Par décision datée du 27 septembre 2002, 365 millions doivent être virés dans le compte fonds de crédit ouvert à la CNCAS. Le virement n'est pas encore effectif.

6.11 Il faut souligner que toutes les charges sociales sont supportées par la contrepartie en sus de la contribution du Gouvernement prévue dans l'accord de prêt.

6.12 La contribution du Gouvernement dans le cadre de sa contrepartie au Projet est résumée dans le tableau ci-après.

Situation des engagements et décaissements sur la contribution
du Gouvernement

<u>Catégorie s SAP</u>	<u>Catégories</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA</u>	<u>Montants engagés en FCFA</u>	<u>Montants décaissés en UC</u>	<u>% Décais sé</u>
Travaux	Construct/Réhabilit	93 700	82 451 034			
Fonctionnement	Fonctionnement			96 572 397	109 748	
Fonds crédit	Fonds de crédit	1 756 300	1 545 450 916			
	Total	1 850 000	1 627 901 950	96 572 397	109 748	6%

*** : Taux utilisé : 1 UC = 879,947 FCFA (taux Octobre 2002)**

Décaissement sur le prêt FND

6.13 Le premier décaissement sur le prêt FND est en date du 17 octobre 2002 et a été versé dans le compte spécial ouvert à cet effet, dans les livres de Citibank Dakar, pour un montant de 46 530 000 FCFA. Le taux de décaissement sur les fonds FND est de 3%.

Situation des engagements et décaissements sur le prêt FND

<u>Catégori es SAP</u>	<u>Catégories</u>	<u>Montant s alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA</u>	<u>Montants engagés en FCFA</u>	<u>Montants décaissés en UC</u>	<u>% Décais sé</u>
Biens	Eqpt/Mob/fournit	1 366 595	1 202 531 170			
Travaux	Construct/Réhabilit	2 978 340	2 620 781 348			
Services	Etudes/supervision	326 295	287 122 306			
	Services spécialistes	164 420	144 680 886	117 119 507	133 098	81%
	Formation	66 310	58 349 286			
Sous total Services		557 025	490 152 4 78	117 119 507	133 098	24%
Fonct.	Fonctionnem.	98 040	86 270 004			
Fonds crédit	Fonds de crédit					
	Total	5 000 000	4 399 735 000	117 119 507	133 098	3%

*** : Taux utilisé : 1 UC = 879,947 FCFA (taux Octobre 2002)**

6.14 Globalement, le montant des décaissements sur les fonds FAD, FAT, FND et contrepartie du Gouvernement est de 1 164 943 UC soit un taux de décaissement de 6%.

Activités programmées et non réalisées :

A - COMPOSANTE RENFORCEMENT DES CAPACITES

Les activités inscrites dans ce cadre concernent principalement :

- La formation des formateurs, superviseurs, facilitateurs par le MOD.

Cette activité préalable à la formation des bénéficiaires a été reportée compte tenu du retard accusé dans le recrutement du MOD. Cette formation est programmée pour le mois de janvier 2002.

- Mise à niveau des agents du projet à l'utilisation des logiciels MS Project, Power Point, Access et autres.

Le cabinet devant assurer la formation du personnel est déjà recruté et la formation est prévu au courant du second trimestre 2003 .

-démarrage du programme d'alphabétisation des bénéficiaires

Compte tenu du retard accusé dans l'acquisition du MOD , le démarrage des classes est prévu pour le mois de février dans le nouveau chronogramme soumis par le MOD

-formation des partenaires d'exécution

La formation en approche genre et participation, planification et exécution de budget etc, destinée aux partenaires d'exécution a été reprogrammée en fonction de la nécessité de recruter l'ensemble des partenaires d'exécution pour la tenue de séminaires de formation regroupant l'ensemble des partenaires.

- formation des comités de gestion des infrastructures et équipements

L'exploitation des données des études complémentaires devraient permettre l'identification des membres des comités de gestion et leur formation en fonction des types d'infrastructures et équipements .

- formation thématique des comités de gestion des CEC

Les différentes formations des responsables de groupements à l'utilisation du crédit , à la formulation et la gestion de projet etc sont programmées pour le premier semestre 2003

B- MICRO FINANCE ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS

Formation de 1800 représentants de bénéficiaires à l'utilisation de crédit et à la gestion financière des AGR

Cette activité n'a pas pu démarrer tout simplement parce que les ONG n'ont fini de réaliser les actions prioritaires préalables de prise de contact, d'information, de sensibilisation et d'organisation des groupes cibles

II . 2 . Formation de 3000 représentants de bénéficiaires à la mise en pace et à la gestion de CLEC

Les ONG chargées de mener cette activité n'ont pas encore terminé les actions prioritaires qui constituent des préalables à sa mise en œuvre.

II. 3 Démarrage des activités de crédit dans les communautés de base,

Compte tenu des activités préalables en cours d'exécution les services de microcrédit n'ont pas pus démarrer dans les communautés de base ciblées par le projet.

II. 4 Mise en place de nouveaux CAPEC

- Identification des zones
- Sélection de la structure d'encadrement des CAPEC
- Aménagement et construction de locaux
- Equipement des CAPEC

Les activités de crédit n'ont pas encore démarré pour permettre d'identifier les zones où il est nécessaire de créer de nouvelles structures financières.

II. 5 Mécanisme de pérennisation

- Renforcement des CAPEC
- Appui institutionnel / FNGPF

Les CAPEC ne sont pas encore mises en place et l'appui institutionnel à la FNGPF n'est pas déterminé pour le moment.

DIFFICULTES RENCONTREES ET RECOMMANDATIONS:

A-COMPOSANTE RENFORCEMENT DES CAPACITES

➤ Difficultés :

La difficulté majeure rencontrée constitue la contrainte d'exécution du programme d'alphabétisation en direction de 36000 bénéficiaires en deux phases dans un délai très court (à savoir 24 mois) , du aux retombées des longues procédures d'acquisition du MOD .

L'acquisition des manuels suivant les mêmes procédures rendra impossible le démarrage du programme avant l'hivernage , obstacle non négligeable au bon fonctionnement des classes .

➤ Recommandations :

Parmi les solutions préconisées, figure l'adoption par le MOD du modèle d'alphabétisation intégré d'une durée de 24 mois par phase (18000 bénéficiaires à former avec un chevauchement inévitable des deux phases.

Pour l'acquisition des manuels d'alphabétisation, la solution envisageable est la commande auprès de la DAEB structure étatique spécialisée dans la conception des manuels d'alphabétisation fonctionnelle.

**B -COMPOSANTE MICRO FINANCE ACTIVITES
GENERATRICES DE REVENUS**

► **difficultés rencontrées**

- La non maîtrise du délais d'approbation des dossiers d'appel d'offres par la BAD ;
- Les appréhensions des SFD lors des négociations pour la prise en compte des populations pauvres sans garantie, en dépit de leur faible solvabilité ;
- La faiblesse des montants prévus pour rémunérer les ONG a ralenti la signature des protocoles d'accord. Cela a même constitué un motif de désistement pour trois organisations non gouvernementales, en dépit des efforts supplémentaires que le PLCP a déployé, après avis de la BAD, en décidant de leur fournir un appui institutionnel en plus de cette rémunération prévue.

ANNEXES :

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2002

TABLEAU COMPARATIF PAR COMPOSANTE - DEPENSES / BUDGET AU 31 DECEMBRE 2002

RUBRIQUES	BUDGET	MONTANTS	EXECUTION	BUDGET	MONTANTS	EXECUTION
	EN FCFA	EN FCFA	%	EN UC	EN UC	%
Composante I - Renforcement des Capacités des Bénéficiaires et des Partenaires	3,991,879,566	258,538,834	6%	4,536,500	291,539	6%
Composante II - Microfinance et AGR	2,151,294,426	26,565,320	1%	2,444,800	30,190	1%
Composante III - Infrastructures Equipements et Hydraulique	2,689,997,979	3,597,400	0%	3,057,000	4,088	0%
Composante IV - Gestion du Projet	1,506,205,280	616,302,446	41%	1,711,700	700,386	41%
TOTAL	10,339,377,250	903,004,000	9%	11,750,000	1,026,203	9%

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES PAR CATEGORIE AU 31 DECEMBRE 2002

RUBRIQUES	BUDGET	MONTANTS	EXECUTION	BUDGET	MONTANTS	EXECUTION
	EN FCFA	EN FCFA	%	EN UC	EN UC	%
A. ETUDES ET SUPERVISION	131,992,050	41,510,000	31%	150,000	47,173	31%
B. CONSTRUCTION / REHABILITATION	1,513,508,840	1,844,270	0%	1,720,000	2,096	0%
C. EQUIPEMENT, MOBILIER ET FOURNITURES	2,129,471,740	324,182,738	15%	2,420,000	368,412	15%
D. SERVICES DE SPECIALISTES	1,258,324,210	298,573,844	24%	1,430,000	339,309	24%
E. FORMATION	2,851,028,280	60,929,063	2%	3,240,000	69,242	2%
F. LIGNE DE CREDIT	1,539,907,250	0	0%	1,750,000	0	0%
G. FONCTIONNEMENT	862,348,060	158,484,085	18%	980,000	180,106	18%
H. AUDIT	52,796,820	17,480,000	33%	60,000	19,865	33%
TOTAL	10,339,377,250	903,004,000	9%	11,750,000	1,026,203	9%

ETAT DE SUIVI BUDGETAIRE ET DE SUIVI DES DECAISEMENTS - PRÊT FAD
Période de Janvier A Décembre 2002

	En UC		En Francs CFA					MONTANTS RECUS DE LA BAD (9)	EN % (2/1)	SOLDES
	BUDGET	BUDGET (1)	DEPENSES (RCA) - Dépenses de la période	Dépenses au 31/12/01	paiements directs	TOTAL DEPENSES (2)	EGARIS (3-1-2)			
A -	150,000	131,992,050	41,510,000	0	0	41,510,000	90,482,050	31%	31,510,000	
B -	1,720,000	1,513,508,840	1,844,270	0	0	1,844,270	1,511,664,570	0%	1,720,000	
C -	2,420,000	2,129,471,740	58,753,377	2,688,960	261,740,441	324,182,778	1,805,288,962	15%	2,420,000	
D -	830,000	730,356,010	155,680,449	134,221,395	0	289,901,844	440,454,166	40%	830,000	
E -	2,150,000	1,891,886,050	22,736,798	9,722,165	0	32,458,963	1,859,427,087	2%	2,150,000	
F -	1,750,000	1,539,907,250	112,095,036	0	0	112,095,036	1,539,907,250	0%	1,750,000	
G -	980,000	862,348,060	393,619,930	46,389,009	261,740,441	158,484,045	703,864,015	18%	980,000	
TOTAUX	10,000,000	8,799,470,000	393,619,930	193,021,529	261,740,441	848,381,900	7,951,088,100	10%	1,437,092,331	

ETAT DE SUIVI BUDGETAIRE ET DE SUIVI DES DECAISEMENTS - DON FAT
Période de Janvier A Décembre 2002

RUBRIQUES	En UC		En Francs CFA					MONTANTS Recus	EN %	MONTANTS DECAISEMENTS	SOURCES
	BUDGET	BUDGET [1]	Depenses 10/31/12/01	DEPENSES (FCFA) - Depenses de la periode	paiements directs	TOTAL DEPENSES [2]	EGARTS [3-12]				
A- Etudes & Supervision	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B- Construction / Réhabilitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C- Equipement, mobilier et fourniture	600,000	527,968,200	2,601,600	6,070,400	8,672,000	519,296,200	2%	8,672,000	9,672,000	9,672,000	
D- Services de Spécialistes	1,090,000	959,142,230	15,590,100	12,880,000	28,470,100	930,672,130	3%	28,470,100	28,470,100	28,470,100	
E- Formation	-	0	0	-	0	-	-	-	-	-	-
F- Ligne de crédit	-	0	0	-	0	-	-	-	-	-	-
G- Fonctionnement	60,000	52,796,820	11,480,000	6,000,000	17,480,000	-	33%	-	-	-	
H- Audit	1,750,000	1,539,907,250	29,671,700	24,950,400	54,622,100	1,449,968,330	4%	54,622,100	135,605,159	135,605,159	
TOTAUX											317,887,052

**ETAT DE RAPPROCHEMENT BANCAIRE GLOBAL
AU 31 DECEMBRE 2002**

JOURNAL P.L.C.P				RELEVÉ ECOBANK			
DATE	LIBELLES	DEBIT	CREDIT	DATE	LIBELLES	DEBIT	CREDIT
29/11/02	Solde au 29/11/02	534,421,467		31/12/02	Solde au 31/12/02 compte spécial solde au 31/12/02 sous compte		532,320,980
29/1/02	Frais de transfert salaires janvier		49 140	19/12/02	chq n° 0429205 Sén Auto	157 243	
27/2/02	Frais de transfert salaires février		35 100	26/12/02	chq n° 0429206 SONATEL	101 810	
28/3/02	Frais de transfert salaires mars		35 152	26/12/02	chq n° 0429207 SDE	23 665	
29/4/02	Frais de transfert salaires avril		38 610	26/12/02	chq n° 0429208 SENTOO	23 600	
29/5/02	Frais de transfert salaires mai		42 120	23/12/02	DP N° 111/02 CHQ N° 0316705 SONATEL	1,050,645	
27/12/02	Frais de transfert salaires juin		42 120	27/12/02	DP N° 113/02 VIR AGETIP	1,826,270	
8/7/2002	Frais bancaires		3,510	27/12/02	DP N° 114/02 CHQ N° 0316707 ADSAT	1,645,238	
30/7/02	Frais de transfert salaires juillet		38,610	30/12/02	DP N° 115/02 CHQ N° 0316708 rama	1,778,500	
26/8/02	Frais de transfert salaires Août		38,610				
27/9/02	Frais de transfert salaires septembre		35,100				
28/10/02	Frais de transfert règlement ADSAT		3,510				
31/10/02	Frais de transfert salaires octobre		38,610				
28/11/02	Frais de transfert salaires novembre		38,610				
26/12/02	Frais de transfert salaires décembre		42,120				
	TOTAUX	534,421,467	480 922		TOTAUX	6,606,971	540,547,516
	Solde rapproché	533,940,545			Solde rapproché	533,940,545	

ETAT DE SUIVI BUDGETAIRE ET DE SUIVI DES DECAISSEMENTS FND
Période de janvier A Décembre 2002

Rubriques	En UC BUDGET	BUDGET (1)	DEPENSES (CFA)		TOTAL DEPENSES (2)	ECARTS (3=1-2)	EN % (2/1)	MONTANTS RECUS DU FND (5)	SOLDES TRÉSORERIE (C=2)
			Depenses au 31/12/01	Depenses période					
A - Etudes & Supervision	326,292	287,119,737	-	26,999,280	135,757,213	151,362,524	47%	155,287,934	-195,757,213
B - Construction / Réhabilitation	2,978,340	2,620,781,137	-	-	-	2,620,781,137	0%	-	-
C - Equipement, mobilier et fourniture	1,366,599	1,202,534,268	-	-	-	1,202,534,268	0%	-	-
D - Services de Spécialistes	164,420	144,681,203	-	-	-	144,681,203	0%	-	-
E - Formation	66,310	58,349,286	-	-	-	58,349,286	0%	-	-
F - Ligne de crédit	-	-	-	-	-	-	0%	-	-
G - Fonctionnement	98,039	86,269,265	-	-	-	86,269,265	0%	-	-
H - Audit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	5,000,000	4,399,734,894	-	26,999,280	135,757,213	4,372,735,614	3%	155,287,934	128,288,654

ETAT DE SUIVI BUDGETAIRE ET DE SUIVI DES DECAISEMENTS DES FONDS DE LA CONTREPARTIE

Période de Janvier A Décembre 2002

RUBRIQUES	En UC		En Francs CFA						MONTANTS REÇUS DU SENEGAL (5)	EN % (2/1)	SOLDES (TRESORRIERIE-5-2)
	BUDGET	BUDGET (1)	DEPENSES AU 31/12/01	DEPENSES DE LA PERIODE	TOTAL DEPENSES (2)	EGARIS (3-1-2)	EN % (2/1)				
Première limentation Gouvernement SEN								462.674.045			
A - Etudes & Supervision		0	0	0	0	0	0			0	
B - Construction / Réhabilitation	90,000	83,082,150	0	0	0	83,082,150	0		0%	0	
C - Equipement, mobilier et fourniture		0	0	0	0	0	0			0	
D - Services de Spécialistes		0	0	0	0	0	0			0	
E - Formation		0	0	0	0	0	0			0	
F - Ligne de crédit	1,760,000	1,624,717,600	0	0	0	1,624,717,600	0		0%	0	
G - Fonctionnement		0	68,774,452	482,256,570	551,031,022	-551,031,022	1,624,717,600			551,031,022	
H - Audit		0	0	0	0	0	0			0	
TOTAUX	1,850,000	1,707,799,750	68,774,452	482,256,570	551,031,022	1,156,768,728	462,674,045	32%		88,356,977	

**JOURNAL CONTREPARTIE 2002
BONS D'ENGAGEMENT 2002**

Dates	nature de la depense	Partie prenante	montant de la dépense	cumul des dépenses	OBSERVATIONS (numéro des bons d'engagemt)
2/8/2002	Indemnités forfaitaires de juin 2000 à décembre 2001	Agents PLCP	1,255,000	1,255,000	Bon d'engagement n° 022512
20/8/02	Règlement charges locatives de Tamba d'août à décembre 01	Mamadou DIAO BALDE	450,000	1,705,000	Bon d'engagement n° 022514
	fonds de crédit	CNCAS	365,000,000	366,705,000	
	Facture d'électricité	SENELEC	616,000	367,321,000	
	Affranchissement	E M S	904,200	368,225,200	
	Facture d'électricité	SENELEC	167,650	368,392,850	
	Affranchissement	E M S	327,000	368,719,850	
	Formation	Hally Pascal SYLLA	60,000	368,779,850	
	Formation	Pape Alassane DIOP	30,000	368,809,850	
	Formation	Papeterie Inter	54,000	368,863,850	
	Formation	Mouhamet A.A. DIALLO	81,000	368,944,850	
	Formation	Systems Plus	60,000	369,004,850	
	Formation	Hôtels Ngor Diarama	6,879,018	375,883,868	
	Formation	Hally Pascal SYLLA	230,000	376,113,868	
	Formation	Mouhamet A.A. DIALLO	120,450	376,234,318	
	Formation	Hamet NDOUR	2,500,000	378,734,318	
	Affranchissement	E M S	100,000	378,834,318	
	Gardiennage	ADSAT	1,000,000	379,834,318	
	Formation	Hally Pascal SYLLA	150,000	379,984,318	
	Formation	Mouhamet A.A. DIALLO	90,000	380,074,318	
	Perdiums	Participants	340,000	380,414,318	
	Banderoles + dépliants (Affranchissement & Publicité)	Mboup	8,005,000	388,419,318	
	Formation (Fournitures)	Takku Liggey	310,100	388,729,418	
	TOTAL		388,729,418		

JOURNAL CONTREPARTIE 2002
REGIE D'AVANCE 2002

N° d'ordre	Dates	nature de la dépense	Partie prenannte	montant de la dépense	cumul des dépenses	Recettes	Solde disponible	OBSERVATIONS (numéro et date des chèques)
0	20/02/02	AVIS DE CREDIT MANDAT N°00197DU 20/02/02/MEF/DEF/IDI				300,000		
1	21/02/02	Salaires de janvier 02	Safifétou MBAYE	100,000	100,000		200,000	0145767 EN DATE DU 21/02/02
2	28/02/02	Salaires de février 02	Safifétou MBAYE	100,000	200,000		100,000	0145768 EN DATE DU 28/02/02
3	28/03/02	Salaires de mars 02	Safifétou MBAYE	100,000	300,000			0145769 EN DATE DU 28/03/02
4	05/02	AVIS DE CREDIT MANDAT DU 09/05/02/MEF/DEF/IDI				300,000		
5	05/02	Salaires de avril 02	Safifétou MBAYE	100,000	100,000		200,000	145770 DU 29/04/02
6	05/02	Salaires de mai 02	Safifétou MBAYE	100,000	200,000		100,000	0145771 DU 29/05/02
6	29/06/02	Salaires de juin 02	Safifétou MBAYE	100,000	300,000			0145772 DU 29/06/02
7	18/7/02	ALIMENTATION DE LA CAISSE DE LA REGIE D'AVANCE				63,400,000		
8	31/7/02	Salaires de juillet 02	Safifétou MBAYE	100,000	100,000		63,300,000	0155276 du 29/07/02
9	1/8/2002	Règlement indemnités forfétaires de janv à juil 02	Agents PLCP	945,000	1,045,000		62,355,000	0155277 du 1/8/02
10	1/8/2002	Règlement charges locales de Tamba de janv à juil 02	Mamadou DIAO BALDE	826,000	1,871,000		61,529,000	0155278 du 1/8/02
11	2/8/2002	Règlement charges locales de Kolda de janv à juil 02	Mamadou DIAMANKA	826,000	2,697,000		60,703,000	0155279 du 1/8/02
12	8/8/2002	Réparation KIA AD 6029	Garage Master	999,543	3,696,543		59,703,457	0155280 du 2/8/02
13	19/9/02	Règlement indemnités de déplacement des agents du PLCP	Agents PLCP	2,235,000	5,931,543		57,468,457	0155281 du 8/8/02
14	20/9/02	Achat de carburant	ELTON	8,800,004	14,731,547		48,668,453	0155282 du 19/8/02
15	29/8/02	Salaires mois d'août 02	Papeterie Inler	149,800	14,881,347		48,518,653	0155283 du 20/8/02
16	29/8/02	Règlement charges locales de Tamba d'Août 02	Safifétou MBAYE & Magatte ND NDOYE	180,000	15,061,347		48,338,653	0155284 du 29/8/02
17	30/8/02	Règlement charges locales de Kolda d'Août 02	Mamadou DIAO BALDE	118,000	15,179,347		48,220,653	0155285 du 29/8/02
18	24/9/02	Règlement charges locales de bureau	Mamadou DIAMANKA	118,000	15,297,347		48,102,653	0155286 du 30/8/02
19	29/9/02	Salaires mois de septembre 02	Papeterie Inler	338,400	15,635,747		47,764,253	0155287 du 24/9/02
20	4/10/2002	Règlement charges sociales	Safifétou MBAYE, Magatte ND NDOYE & T. NIANG	260,000	15,895,747		47,504,253	0155288 du 29/8/02
21	4/10/2002	Règlement charges sociales	Caisse de Sécurité Sociale	1,089,600	16,985,347		46,414,653	0155289 du 4/10/02
22	4/10/2002	Règlement charges sociales	IPRES	7,361,154	24,346,501		39,053,499	0155290 du 4/10/02
23	24/10/02	Règlement charges sociales	FNR	1,146,444	25,492,945		37,907,055	0155291 du 4/10/02
24	24/10/02	Règlement charges locales URG Kolda sept 02	Mamadou DIAMANKA	118,000	25,610,945		37,789,055	0155292 du 30/09/02
25	30/10/02	Salaires oct 02 Reprographie & chauff	Mamadou DIAO BALDE	118,000	25,728,945		37,671,055	0155293 du 30/09/02
26	19/11/02	Règlement fournitures pour ex. PAGPF	Ndeye S. MBAYE & Thierno NIANG	180,000	25,908,945		37,491,055	0155294 du 15/10/02
27	19/11/02	Règlement fournitures pour ex. PAGPF	Afrique Services	245,400	26,154,345		37,245,655	155299 du 20/10/02
28	19/11/02	Charges locales URG Kolda oct 02	Afrique Services	240,800	26,395,145		37,004,855	155298 du 6/11/02
29	19/11/02	Retenues sur salaires	Mamadou DIAMANKA	118,000	26,513,145		36,886,855	155299 du 6/11/02
30	31/12/2002	Règlement Salaires nov 02	Dakar source	19,434,929	45,948,074		17,451,926	155298 du 4/10/02
		Charges locales URG Kolda oct - nov déc 02	Ndeye S. MBAYE & Thierno NIANG	180,000	46,128,074		17,271,926	159,824
		Indemnités forfétaires et de déplacement + salaire déc02	Mamadou DIAO BALDE & Mamadou DIAMANKA	590,000	46,718,074		16,681,926	
		Réparation AD 8359	Personnel PLCP	1,740,000	48,458,074		14,941,926	
		Réparation AD 8360	Sénégalaise de l'Automobile	1,961,763	50,419,837		12,980,163	
		Fournitures de bureau	Sénégalaise de l'Automobile	2,018,694	52,438,531		10,961,469	
		Charges sociales oct-déc 02	E D P	4,945,325	57,383,856		5,986,144	
		Sécurité sociales de oct-déc 02	IPRES	2,551,749	59,935,605		3,434,395	
		Paiement FNR oct - déc 02	CSS	374,400	60,310,005		3,069,995	
			FNR	836,883	61,146,888		2,233,112	
		TOTAL		61,766,888		64,000,000	2,233,112	